

Mémoire citoyen –Projet SONOCAR – Ollioules Châteauvallon

Objet : Opposition motivée au projet d’installation de la société SONOCAR spécialisée dans le décapage de métaux, traitement anti corrosion et peinture sur la commune d’Ollioules au lieudit Châteauvallon.

Le présent mémoire a pour objet d’exprimer ma stricte opposition citoyenne au projet visant à autoriser l’implantation de la société SONOCAR — entreprise spécialisée dans le traitement de métaux et la peinture industrielle — sur le site de Châteauvallon, au cœur d’un espace naturel, forestier et culturel d’exception.

Ma démarche vise à rappeler les enjeux écologiques, sociaux et réglementaires attachés à ce site sensible, et à démontrer l’incompatibilité manifeste de l’implantation de la société SONOCAR dans ce secteur.

Ce dossier ne relève pas d’un simple désaccord local : il interroge le sens même de la démocratie territoriale, la valeur accordée au droit environnemental, et la place que notre société souhaite réserver à la culture, à la nature et au soin collectif.

Il tente de mettre en lumière la tension systémique entre deux logiques : celle du profit immédiat et de la régularisation d’actes illégaux, et celle du long terme, du vivant et du patrimoine commun.

I - Un site d’exception écologique, forestière et paysagère : cœur vivant d’un territoire menacé

Le site de Châteauvallon constitue un écosystème remarquable, en lisière d’une forêt publique soumise au régime forestier depuis 1859. Il forme un continuum écologique reliant les collines d’Ollioules, les zones Natura 2000 voisines et les espaces boisés classés au titre du PLU.

L’environnement de Châteauvallon ne relève pas du hasard : il est le fruit d’une longue histoire humaine et forestière, patiemment façonnée par des générations de paysans, de forestiers et d’habitants soucieux d’équilibre.

Bien avant d’accueillir une Scène nationale, le site était un haut lieu rural, modelé par la culture méditerranéenne du travail de la terre, du bois et de la pierre sèche.

Les terrasses, les restanques, les chemins muletiers et les murets encore visibles aujourd’hui témoignent de ce dialogue ancien entre l’homme et la colline.

Cette lente cohabitation entre usages agricoles, pastoraux et forestiers a permis la constitution d’un patrimoine paysager exceptionnel, dont la beauté réside autant dans la diversité des milieux que dans la continuité des gestes qui les ont entretenus.

C’est dans cet environnement déjà empreint de culture, d’histoire et de soin collectif qu’a pu s’enraciner, naturellement, le projet culturel de Châteauvallon : un centre artistique en pleine nature, et non pas contre la forêt, mais grâce à elle.

Le site forme aujourd’hui un écosystème remarquable et la forêt, partie intégrante du patrimoine commun, constitue un continuum écologique reliant les collines d’Ollioules, les zones Natura 2000 voisines et les espaces classés au titre du paysage.

Elle abrite un maillage dense de biodiversité — hibou Grand-duc, engoulevent d’Europe, chauves-souris, chênes verts et pubescents, genévriers et orchidées méditerranéennes, ... — qui participent à la vitalité du territoire et à la régulation naturelle de ses équilibres hydrologiques.

Cette forêt n’est donc pas un simple décor, mais un organisme vivant et une mémoire collective.

Elle est le résultat d’un siècle et demi de reboisement, de gestion publique et de pratiques d’usage commun, dans le respect des principes du régime forestier. Elle a offert, par sa stabilité, son ombre et sa beauté, les conditions idéales pour accueillir un projet culturel d’ampleur nationale, fondé sur la rencontre entre la nature, la pensée et l’art.

Aujourd'hui, vouloir y introduire une activité industrielle revient à nier cette filiation historique. C'est méconnaître le sens même de ce lieu, façonné par la lenteur, la sobriété et le soin du vivant. L'implantation d'un sous-secteur industriel au sein de cette trame écologique reviendrait à rompre la continuité biologique, à artificialiser un sol déjà fragilisé, à dérégler des équilibres hydrologiques anciens et finalement à dégrader l'aura et la cohérence culturelle du centre de Châteauvallon.

Ce lieu n'est pas un simple terrain constructible : c'est une matrice culturelle et écologique, un modèle de cohabitation harmonieuse entre l'humain et son milieu.

Le compromettre, c'est porter atteinte à la fois à la biodiversité, à la mémoire paysanne et à l'héritage spirituel d'un lieu qui fait partie du patrimoine national vivant

II - Châteauvallon : un haut lieu culturel de réputation nationale menacé

2.1 - Une scène nationale inscrite dans le paysage méditerranéen

Châteauvallon n'est pas un simple lieu géographique, encore moins une zone d'opportunité foncière.

C'est un haut lieu de la culture française, une Scène nationale dont la réputation dépasse largement les frontières de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Le site incarne un dialogue unique entre nature, architecture et création artistique, né dans les années 1970 d'une vision pionnière : celle d'un théâtre ouvert sur le paysage, un lieu de rencontre entre l'art, la pensée et le vivant.

2.1.1 - Un patrimoine culturel et paysager exceptionnel

Le domaine de Châteauvallon est ancré dans un amphithéâtre naturel au cœur d'un massif forestier protégé.

Son architecture, signée Henri Komatis, épouse la topographie et la végétation, symbolisant la rencontre entre le geste humain et le relief méditerranéen. Les constructions du site sont aujourd'hui protégées en raison de leur valeur architecturale et de leur intégration harmonieuse dans le paysage méditerranéen.

Ce lieu est porteur d'un patrimoine sensible et immatériel, constitué par les milliers de spectateurs, artistes et habitants qui, depuis cinquante ans, en ont fait un espace d'expérimentation culturelle, de soin collectif et d'ouverture au monde.

Ce caractère singulier lui a valu le label "Scène nationale" décerné par le ministère de la culture en 2015 et l'inscription dans les documents d'aménagement régionaux comme un site culturel et paysager d'intérêt public.

En 2017, le Centre culturel de Châteauvallon et le Théâtre Liberté de Toulon ont fusionné pour former une seule Scène nationale, assurant ainsi une protection et une valorisation accrues de leur patrimoine culturel. Châteauvallon – Liberté propose au public une programmation, pluridisciplinaire dans le domaine du spectacle vivant et pour les lieux dotés d'espaces adaptés, des arts plastiques et du cinéma, reflétant les principaux courants de la production artistique contemporaine. Les espaces naturels sont pleinement intégrés aux projets culturels, notamment lors du festival d'été ou pour les formes variées du Châteauvallon Hors Scène. Les chemins de randonnée invitent à ouvrir la réflexion au-delà des activités sportives ou ludiques en plein air.

Toute transformation du voisinage immédiat du site doit donc être examinée à la lumière de ce statut particulier.

2.1.2 - Un équilibre fragile entre nature, culture et société

L'environnement immédiat de Châteauvallon — collines boisées, sentiers de promenade, restanques anciennes, habitat diffus — participe d'un écosystème culturel et écologique intégré.

Le théâtre n'est pas isolé : il vit en symbiose avec son environnement.

Les publics, les artistes et les promeneurs s'y rencontrent dans une atmosphère de calme, de contemplation et d'écoute, que la pollution sonore, visuelle ou chimique viendrait briser irrémédiablement.

Le projet industriel SONOCAR, qui prévoit la transformation d'un ensemble bâti en activité de métallurgie, de peinture industrielle et de logistique, constitue une rupture radicale avec cet équilibre.

Le passage quotidien de camions de très gros tonnage, l'utilisation de solvants, les opérations de décapage et de traitement des métaux seraient incompatibles avec la vocation culturelle, paysagère et résidentielle du secteur.

2.1.3 - Une atteinte directe à l'image et à la réputation d'un lieu de rayonnement national

Châteauvallon est connu dans toute la France comme un lieu où la nature et la culture se rencontrent dans la douceur

et la lenteur méditerranéennes.

Y introduire une activité industrielle bruyante reviendrait à dénaturer l'identité du site : la perception sensorielle, le silence, la qualité de l'air, la beauté du paysage.

Ce n'est pas seulement une atteinte esthétique, mais une atteinte symbolique et culturelle : le bruit des camions et des machines remplaçant le bruissement des pins et des voix d'artistes.

2.2 L'intrusion d'une activité industrielle incompatible avec la vocation du lieu

La société SONOCAR, spécialisée dans le décapage, le traitement anticorrosion et la peinture industrielle de métaux, constitue une activité typiquement bruyante, polluante et à risques chimiques.

Son implantation en bordure immédiate d'un lieu de culture, de promenade et de résidence apparaît inconcevable : Elle menacerait non seulement la tranquillité des usagers, mais aussi la réputation nationale et internationale de Châteauvallon-Liberté, scène emblématique du Sud de la France.

Les pollutions sonores et atmosphériques, les risques d'accident, l'augmentation du trafic et la perte de valeur paysagère auraient des conséquences irréversibles sur la santé, la fréquentation et l'attractivité du site.

L'introduction d'une activité industrielle, générant bruit, pollution et trafic de camions, viendrait rompre cette cohérence sensible et symbolique. Ce projet ne relève donc pas d'un aménagement « compatible » : il constitue une dissonance écologique et culturelle totale.

III - Le non-respect manifeste du droit et de la réglementation

3.1 - Code de l'Environnement

Le Code de l'environnement impose la prévention des risques dans les documents d'urbanisme.

Les risques de pollution des eaux et des sols, en lien avec les activités de traitement des métaux et de logistique, sont contraires à l'obligation de préserver la ressource en eau

En vertu du principe constitutionnel de précaution, ce projet accroît les vulnérabilités au lieu de les réduire.

3.1.1 - Patrimoine culturel

Le Code de l'environnement comme principe fondamental la conciliation entre développement et protection du patrimoine culturel et naturel. Planter une activité industrielle polluante et bruyante dans un tel contexte serait un non-sens absolu, et reviendrait à remettre en cause une activité culturelle reconnue au plan national et international. Ce projet est donc profondément contraire à l'intérêt général.

3.1.2 - Atteintes à la protection des espèces et habitats

La proximité avec un site Natura 2000 impose une évaluation des incidences pour tout projet susceptible de l'affecter. De nombreuses espèces protégées y sont recensées — hibou Grand-duc, engoulevent d'Europe, chauves-souris, flore méditerranéenne rare —, dont la préservation est une obligation légale pour toute collectivité publique. La destruction, l'altération ou la perturbation d'espèces protégées est strictement interdite. Une étude d'impact est donc indispensable avant toute remise en état des terrains bouleversés.

3.1.3 - Bilan carbone et pollution atmosphérique non évalués

Le projet SONOCAR suppose des flux réguliers de poids lourds (jusqu'à 36 tonnes annoncés). Or, aucun bilan carbone ni aucune évaluation des émissions polluantes n'a été menée, en contradiction avec l'objectif national de neutralité carbone à 2050.

L'absence de prise en compte de cet impact va à l'encontre de la jurisprudence récente du Conseil d'État (Affaire Grande-Synthe, 2021).

3.1.4 - Hydrologie altérée et risque d'inondation aggravé

Les remblais réalisés illégalement ces dernières années ont obstrué un vallon naturel, formant un véritable barrage artificiel.

Les études hydrologiques (BCOEM, 1992) et plusieurs expertises judiciaires démontrent que ce remblai aggrave les risques d'inondation pour les habitations amont et aval, avec un risque d'élévation du niveau d'eau de trois mètres en moins d'une heure.

Les tranchées de drainage exigées par la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence (arrêt du 10 septembre 2012) ont été rebouchées illégalement par le nouveau propriétaire, alors même qu'elles étaient certifiées conformes par la mairie en 2023.

Ces faits ne relèvent pas d'un simple manquement administratif : ils traduisent une violation grave du principe de précaution et une mise en danger de la vie d'autrui.

3.1.4 - Absence d'évaluation environnementale préalable

Le projet SONOCAR aurait dû faire l'objet d'une évaluation environnementale au titre des articles L.122-1 et suivants du Code de l'environnement, compte tenu de ses impacts cumulés (destruction de la biodiversité et perturbation de la faune sauvage, bruit, circulation, pollution, artificialisation).

Aucune étude de ce type n'a été produite, ce qui constitue une carence majeure.

3.1.5 - Droit de participation des citoyens peu respecté

Le droit à la participation du public est garanti par la Charte de l'environnement (art. 7) et le Code de l'environnement (art. L.123-1 et suivants).

Or, l'information a été fragmentaire et les riverains directement concernés n'ont pas été avertis.

Cette opacité mine la confiance, affaiblit la démocratie locale et fragilise la légitimité même de la décision publique.

3.2 - Code de l'urbanisme

- Le Code de l'urbanisme fixe comme objectif la transition énergétique, la réduction de l'artificialisation et la préservation de la biodiversité

- Les PLU doivent être compatibles avec ces objectifs et intégrer les contraintes environnementales

- L'absence d'étude environnementale préalable constitue un manquement à l'obligation d'évaluation pour tout projet susceptible d'avoir un impact notable comme c'est le cas présent.

3.2.1 - Une modification du PLU à visée de régularisation illégale

Le changement d'affectation du zonage UDp en UDpb dans le projet de modification n°3 du PLU d'Ollioules apparaît comme une tentative de régularisation d'actes illégaux : bâtiments construits sans permis conformes, remblais effectués en zone inondable, et entrepôt industriel réhabilité avant toute modification réglementaire.

Une telle pratique va à l'encontre de la jurisprudence constante du Conseil d'État, qui interdit toute régularisation a posteriori d'une infraction urbanistique.

3.2.2 - Une gouvernance fragilisée et une atteinte à la participation du public

- Absence ou retard d'affichage du permis de construire, en violation du Code de l'urbanisme.

- Travaux engagés avant modification du PLU.

- Absence de transparence sur la réalité des activités prévues.

Le droit à la participation du public aux décisions environnementales est garanti par la Charte de l'environnement et le Code de l'environnement .

3.3 - Code forestier

3.3.1 - Risques majeurs pour la sécurité et la résilience du territoire

Le Code forestier impose la prévention des incendies et la réduction des risques dans l'aménagement du territoire. Aucune mesure de prévention n'a été étudiée.

3.3.2 - Défrichements sans autorisation administrative

La Banque de données « Haie » est une couche nationale de référence des haies linéaires en France métropolitaine, élaborée dans le cadre du dispositif de suivi des bocages (DSB), OFB-IGN initié en 2017.

Le terrain comportait des espaces boisés et des haies linéaires attenants à un massif forestier de plus de 4 hectares. Les haies et espaces boisés ont été rasés sans autorisation préfectorale, en infraction directe avec le Code forestier, articles L.341-1 et suivant.

Ces opérations ont non seulement détruit des habitats, mais aussi aggravé le risque d'érosion et de ruissellement.

***Pour rappel,** un terrain classé constructible au PLU est sans incidence sur la possibilité d'obtenir une autorisation de défrichement, les dispositions du code de l'urbanisme et celles du code forestier et du code de l'environnement ayant des objets différents (indépendance des réglementations entre le code de l'urbanisme, le code forestier et le code de l'environnement).*

3.4 - Code de la voirie routière

Le site de Châteauvallon, « poumon vert » de Toulon et de ses environs, est un espace très prisé des randonneurs, des familles et des cyclistes, qui viennent y chercher détente, silence et sécurité. La circulation de camions dans un tel environnement serait gravissime et constituerait une source évidente d'accidents et de nuisances. Il nécessiterait par ailleurs la suppression d'un alignement d'oliviers centenaires et l'élargissement de la seule route menant au site de Châteauvallon.

- Le Code de la voirie routière et le Code de l'environnement imposent que la sécurité des usagers et la tranquillité publique soient prioritaires.

Plutôt que d'ouvrir la voie à des flux industriels, il serait au contraire pertinent de transformer cette route en coulée verte, avec piste cyclable et cheminements doux, renforçant ainsi la vocation récréative et écologique du site.

IV - Une incompatibilité systémique : industrie contre territoire du soin et du commun

4.1 - Le modèle SONOCAR comme symbole d'un urbanisme extractif

Ce projet illustre un modèle d'aménagement désormais obsolète : l'urbanisme de dérogation et de régularisation, où le droit s'ajuste aux pratiques illégales plutôt que l'inverse.

Il participe d'une logique extractive, où le territoire est perçu comme une ressource à exploiter, non comme un organisme vivant.

4.2 - Les risques de bruit, pollution et accidents dans un espace de vie

La circulation de poids lourds sur un chemin privé, l'usage de solvants, le traitement de tôles et la présence d'un entrepôt industriel à proximité immédiate d'habitations et d'un site culturel constituent des facteurs de risque cumulés.

Cette accumulation d'impacts contrevient directement aux principes du Code de l'environnement et du Code de l'urbanisme.

4.3 - L'effondrement de la résilience locale : écologique, sociale et démocratique

L'introduction d'un pôle industriel dans un espace à vocation résidentielle, culturelle et forestière détruit la résilience territoriale :

- sur le plan écologique (rupture des cycles de l'eau et du sol),

- sur le plan social (perte de confiance et de qualité de vie),
- sur le plan démocratique (faillite du contrôle citoyen).

La résilience se construit sur la durée par le soin, la confiance et la cohérence des usages.

Conclusion – Pour un choix de civilisation à Châteauvallon

L'implantation de SONOCAR à Châteauvallon :

- ne respecte ni la Charte de l'environnement (Loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1^{er} mars 2005) ni le code de l'environnement (art. L.110-1),
- contrevient aux règles de protection de la biodiversité et des habitats (Code env. L.411-1),
- néglige l'obligation d'évaluation carbone et environnementale (Code env. L.122-1),
- met en péril une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau (Code env. L.211-1)
- met en péril la sécurité publique face aux, incendies, à la circulation de poids lourds et aux pollutions,
- viole les objectifs du Code de l'urbanisme (L.101-2, L.151-9),
- bafoue le droit des citoyens à la participation (Charte de l'environnement, art. 7),
- s'appuie sur un défrichement illégal et des travaux anticipés en violation du Code forestier (L.341-1 et suivants)
- détruit un espace forestier recherché par les habitants pour ses fonctions récréatives, en contradiction avec la sécurité et la santé publique,
- menace directement la vocation culturelle nationale et internationale de Châteauvallon.

D'où la nécessité de requalifier le site en territoire de culture, de nature et de soin

Plutôt qu'un développement industriel inapproprié, le site de Châteauvallon pourrait devenir un territoire exemplaire de transition écologique et culturelle :

un espace de recherche, d'éducation, de promenade, de coopération entre artistes, naturalistes et habitants.

Un territoire du "soin" (« care » en anglais) où la culture et le vivant cohabitent dans une logique non marchande et régénérative.

L'affaire de Châteauvallon dépasse la question d'un simple zonage :

elle pose un choix de civilisation entre un modèle de court terme, destructeur du vivant et du droit, et une vision à long terme fondée sur la culture, la nature et le soin du commun.

En conséquence, je propose :

1. Le rejet pur et simple du secteur UDpb de la modification n°3 du PLU d'Ollioules,
2. Le refus de l'implantation de la société SONOCAR à Châteauvallon,
3. La remise en état d'origine des terrains concernés,
4. La reconnaissance et la protection du site en tant qu'espace naturel, forestier et culturel d'intérêt public,
5. L'engagement d'une enquête administrative sur les irrégularités de procédure environnementale et d'urbanisme constatées.

Préserver Châteauvallon, c'est choisir la vie, la culture et le droit contre la marchandisation du territoire. C'est affirmer que le soin du lieu est le premier acte politique.